

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 12/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STOCA

3 chemin du Génie
69200 Vénissieux

Références : UD-R-CTESSP-24-88-AL
Code AIOT : 0006103846

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement STOCA implanté 3 chemin du Génie 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au vu des constats des visites d'inspection du 22/06/2021 et du 09/02/2022, l'exploitant a été mis en demeure par arrêtés préfectoraux du 24/08/2021 et du 12/04/2022. L'inspection a procédé à une nouvelle visite le 13/06/2023 en vue de contrôler les mesures mises en œuvre par l'exploitant pour satisfaire aux mises en demeure, et a constaté que l'exploitant n'avait pas encore satisfait aux mises en demeure, ou n'y avait satisfait que partiellement, concernant les points suivants :

- dossier de porter à connaissance (mise en demeure du 24/08/2021) ;
- protection du puits vis-à-vis du risque de pollution accidentelles (mise en demeure du 24/08/2021) ;
- dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie (mise en demeure du 12/04/2022).

L'objectif de la visite du 19/03/2024 était de traiter des suites des visites précédentes, notamment de contrôler les mesures mises en œuvre par l'exploitant pour satisfaire aux mises en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCA
- 3 chemin du Génie 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103846
- Régime : Enregistrement (anciennement Autorisation)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STOCA est une entreprise familiale (environ 15 salariés) dont l'activité est le traitement thermique et le traitement de surfaces des métaux.

L'exploitation de l'établissement a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 7 juin 2005, pour la rubrique 2565-2-a de la nomenclature des ICPE (traitement des métaux par voie électrolytique ou chimique). Le site relève également du régime de la déclaration pour plusieurs autres rubriques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative – Classement des activités et statut Seveso
- Risques chroniques – Rejets dans l'eau
- Risques accidentels – Prévention des pollutions et Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des pollutions – Protection du puits	AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1 et AP du 20/11/1995, article 2 § 4.8.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois (6 mois si comblement)
5	Risque incendie – Désenfumage	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I § 2.4 et Arrêté Ministériel du 27/07/2015, annexe I § 2.4.2 et 2.4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
7	Risque incendie – Confinement des eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1 et Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Astreinte	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative – Classement des activités	Arrêté Préfectoral du 20/11/1995, article 1 §1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Rejets dans l'eau – Modifications	AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
4	Risque incendie – Recensement des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 20/11/1995, article 2 § 6.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Risque incendie – Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 20/11/1995, article 2 § 6.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

Constats hors points de contrôle

L'exploitant a interrogé l'Inspection sur les points de contrôle susceptibles de faire l'objet de visites ultérieures. Ceux-ci seront choisis en fonction des enjeux liés aux installations exploitées et des actions nationales, régionales ou locales en cours au moment des prochains contrôles. En tout état de cause, le respect des prescriptions applicables est en premier lieu de la responsabilité de l'exploitant et il est invité à s'en assurer sans attendre les contrôles de l'Inspection (par exemple en faisant réaliser un audit) puis à mettre en oeuvre les actions correctives éventuellement nécessaires.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 13/06/2023 et de la visite précédente, et au vu des réponses apportées entre ces deux visites, l'Inspection avait déjà constaté que l'exploitant a satisfait à la plupart des points des mises en demeure du 24/08/2021 et du 12/04/2022, à savoir :

- dispositifs de rétention des produits dangereux ou susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (mise en demeure du 24/08/2021) ;
- fiches d'intervention pour les équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (mise en demeure du 24/08/2021) ;
- consignes de sécurité concernant les produits dangereux (mise en demeure du 24/08/2021) ;
- dispositif d'obturation des réseaux d'eau de ruissellement (mise en demeure du 12/04/2022).

Au vu des constats effectués lors de la visite du 19/03/2024, l'exploitant a satisfait aux points suivants de la mise en demeure du 24/08/2021 :

- dossier de porter à connaissance ;
- protection du puits vis-à-vis du risque de pollution accidentelles.

La mise en demeure du 24/08/2021 peut donc être levée.

En revanche, l'exploitant n'a pas encore entièrement satisfait à la mise en demeure du 12/04/2022 concernant le dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie.

Ce point fait l'objet d'une proposition d'astreinte administrative (cf. constat n°7).

En outre, l'exploitant n'a pas satisfait à la demande de l'Inspection s'agissant de la mise en place d'un dispositif de protection du puits tenant compte de la possibilité de confinement d'eaux d'extinction d'incendie dans cette zone.

Ce point fait l'objet d'une nouvelle proposition de mise en demeure (cf. constat n°3).

Les points de contrôle non soldés font l'objet de demandes de l'Inspection dans les fiches de constat correspondantes. **Il est demandé à l'exploitant de répondre à ces demandes dans les délais définis dans ces fiches de constat.** À défaut, ces points pourront faire ultérieurement l'objet des propositions de suites administratives supplémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Classement des activités

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté Préfectoral du 20/11/1995 modifié, article 1 §1 • Code de l'environnement, articles R.181-46 et articles L.513-1 et R.513-1. 			
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2023 			
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • Tableau des activités classées au titre de la législation des ICPE (AP du 20/11/1995 modifié) : 			
Nature de l'activité	Volume de l'activité	Rubrique	Cls.
Traitement des métaux par voie électrolytique, chimique : <ul style="list-style-type: none"> - Anodisation 32,6 m³ - Brunissage 3,6 m³ - Phosphatation 3,6 m³ - Traitement dégraissage 0,74 m³ 	Volume total des bains de traitement : 40,54 m ³	2565 - 2 - a	A
Stockage d'ammoniac La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg	La quantité maximale stockée : 240 kg	1136-A-2-c	D
Emploi d'ammoniac La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1,5 t	La quantité maximale présente : 240 kg	1136-B-c	D
Chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sel fondus	Le volume des bains est de 50 l.	2562	NC

- Modifications notables [...] portées à la connaissance du préfet, avant leur réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
- Bénéfice de l'antériorité déclaré au préfet pour les installations régulièrement mises en service et soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration du fait d'une modification de la nomenclature des ICPE.

Constats :

Rappel des constats des visites précédentes :

Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet du Rhône les modifications réalisées et n'a pas demandé le bénéfice des droits acquis suite aux modifications de la nomenclature :

- il a modifié la consistance des installations de traitement de surface depuis leur autorisation initiale. Suite à une modification de la nomenclature, les installations relevaient du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260. Cependant, du fait de la réduction du volume de bains de traitement à 27,3 m³, elles relèvent désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565-2.a et ne sont plus classées sous la rubrique 3260.
- il a cessé l'utilisation de bains de sels fondus pour son activité de nitruration et dispose désormais de 2 fours de nitruration et cémentation gazeuse relevant de la rubrique 2565-3 (DC) et de 2 fours de trempe et revenu / recuit relevant de la rubrique 2561 (DC).
- les installations sont associées à plusieurs stockages relevant de différentes rubriques 4XXX, dont certaines restent à déterminer par l'exploitant.

En outre, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas déterminé son statut Seveso.

Pendant la visite du 13/06/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection un dossier de porter à connaissance (version .docx, ne comportant pas certaines des annexes). L'Inspection lui a demandé de transmettre à la préfète du Rhône, une version complète et non modifiable (.pdf ou papier) de son dossier de porter à connaissance.

Constats de la visite du 19/03/2024 :

L'Inspection a constaté en amont de la visite que l'exploitant n'avait toujours pas transmis à la préfète du Rhône le dossier de porter à connaissance demandé à deux reprises depuis la visite du 09/02/2022. Il a toutefois transmis au guichet unique ICPE (DDPP) suite à la visite, par message du 27/03/2024, un dossier daté de juillet 2023.

L'Inspection a constaté, au vu du sommaire du dossier transmis, qu'il semble aborder les points exigés suite aux visites précédentes (modifications réalisées, classement actualisé des installations et positionnement relatif au statut Seveso du site). De plus, il est bien accompagné de l'ensemble de ses annexes, exceptée l'annexe 2 relative aux FDS prises en compte dans le calcul Seveso. Ces FDS seront demandées à l'exploitant dans le cadre de l'instruction du dossier si nécessaire.

Dès lors, l'Inspection considère que l'exploitant a satisfait à la demande.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets dans l'eau – Modifications

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2023

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société STOCA est mise en demeure dans un délai de 3 mois, de respecter les dispositions du paragraphe 1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 et de l'article R.181-46 du code de l'environnement en portant à la connaissance du préfet du Rhône les modifications mises en œuvre concernant les modalités de gestion des effluents aqueux, avec tous les éléments d'appréciation utiles.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>Lors de la visite du 02/10/2019, l'Inspection a constaté que l'exploitant a modifié les conditions de rejets aqueux (notamment modernisation de la station de traitement, passage au « 0 rejet », déshydratation des boues), sans porter ces modifications à la connaissance du préfet du Rhône. Ce point a fait l'objet à plusieurs reprises d'une demande de l'Inspection, puis d'une mise en demeure suite à la visite du 22/06/2021. En réponse, l'exploitant a remis lors de la visite du 09/02/2022 un document de 4 pages ne répondant pas entièrement à la demande et ne comportant pas tous les éléments utiles pour adapter les prescriptions. Ce document a fait l'objet d'une demande de compléments par courrier du 12/05/2022 (délai de 3 mois).</p> <p>Suite à la visite du 13/06/2023, l'Inspection a demandé à l'exploitant de transmettre à la préfète du Rhône, une version complète et non modifiable de son dossier de porter à connaissance.</p> <p><u>Constats de la visite du 19/03/2024 :</u></p> <p>L'Inspection a constaté en amont de la visite que l'exploitant n'avait toujours pas transmis à la préfète du Rhône le dossier de porter à connaissance demandé à plusieurs reprises depuis la visite du 02/10/2019. Il a toutefois transmis au guichet unique ICPE (DDPP) suite à la visite, un dossier daté de juillet 2023 (cf. constat n°1).</p> <p>L'Inspection a constaté que ce dossier aborde la modification des conditions de rejets aqueux et l'évolution des impacts et des risques associés. Dès lors, l'Inspection considère que l'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 24/08/2021 sur ce point.</p> <p>Si des éléments d'appréciation supplémentaires s'avèrent nécessaires dans le cadre de l'instruction du dossier transmis, l'exploitant devra répondre à la demande de compléments qui lui sera transmise (dans les délais qui seront précisés dans cette demande).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Prévention des pollutions – Protection du puits

<p>Référence réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1 • AP du 20/11/1995, article 2 § 4.8.1
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution accidentelle</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La société STOCA est mise en demeure dans un délai de 4 mois, de respecter les dispositions du paragraphe 4.8.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 en mettant en œuvre une solution technique permettant, en cas de perte de confinement des installations de

déshydratation des boues industrielles, d'empêcher que les écoulements accidentels ne puissent atteindre le puits.

- L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

Constats :

Rappel des constats des visites précédentes :

Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a constaté que la barrière protection du puits proposée par l'exploitant n'avait pas été mise en place.

Lors de la visite du 13/06/2023, l'Inspection a constaté que cette barrière était en place. Toutefois, un test à l'eau a permis de constater que la jonction enrobée / barrière de protection n'était pas étanche. De plus, l'Inspection a relevé que la solution de confinement des eaux d'extinction d'incendie retenue par l'exploitant imposait de mettre en place un autre dispositif de protection du puits (barrière de protection de seulement quelques centimètres de hauteur inefficace vis-à-vis du confinement des eaux d'extinction au droit du puits). L'Inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place au droit du puits un dispositif de protection étanche, tenant compte par ailleurs de la possibilité de confinement d'eaux d'extinction d'incendie dans cette zone.

Constats de la visite du 19/03/2024 :

L'Inspection a constaté que l'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 24/08/2021 s'agissant de la protection du puits vis-à-vis du risque de perte de confinement des installations de déshydratation des boues industrielles. En revanche, il n'a pas satisfait à sa demande s'agissant de la mise en place d'un dispositif de protection tenant compte de la possibilité de confinement d'eaux d'extinction d'incendie dans cette zone. Interrogé sur le devenir du puits, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas abandonné la possibilité évoquée lors des visites précédentes de le réutiliser (chaînes de traitement de surface et refroidissement des ateliers).

Observation n°1 : L'inspection rappelle à l'exploitant que, le cas échéant, cette modification devra être préalablement portée à la connaissance de la préfète du Rhône. Il devra notamment faire figurer dans le dossier à transmettre l'ensemble des éléments mentionnés dans le rapport de la visite du 11/06/2020 (§ II.1.1 et annexe). La demande transmise fera alors l'objet d'un avis de la CLE du SAGE de l'Est-Lyonnais, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion de la ressource en eau, et à ce stade l'Inspection n'est pas en mesure de juger de la suite qui y serait donnée.

Observation n°2 : L'exploitant devra étudier plus en détail son projet afin d'être en mesure de se positionner dans un délai raisonnable sur le devenir du puits. S'il ne confirme pas sa réutilisation à moyen terme, en transmettant le dossier requis, l'Inspection jugera cet ouvrage abandonné et il devra être comblé dans les règles de l'art.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place un dispositif efficace de protection du puits, tenant compte de la possibilité de confinement d'eaux d'extinction d'incendie dans cette zone, ou de le faire combler dans les règles de l'art.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois (6 mois en cas de comblement)

N° 4 : Risque incendie – Recensement des zones à risques

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none">• Arrêté Préfectoral du 20/11/1995 modifié, article 2 § 6.2.2• Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2023
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Recensement des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre, notamment celles concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372.• Plan général des ateliers et des stockages indiquant les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie établi et tenu à jour.
Constats : <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>Lors des visites du 09/02/2022 et du 13/06/2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas établi de plan des zones de risque incendie. Ce risque concerne a priori les locaux accueillant les lignes de traitement de surface (zingage au nord du site et anodisation à l'est du site) et les fours (au sud-est du site). Il est également susceptible de concerner les stockages extérieurs (armoires de produits chimiques et stockages sous toiture).</p> <p>Suite à la visite du 13/06/2023, il a transmis à l'Inspection un justificatif de commande auprès d'un prestataire (DEKRA) prévoyant l'établissement d'un plan des zones à risque (incendie, explosion, déversement accidentel) après une visite du site le 10/07/2023. L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre le plan des zones à risques.</p> <p><u>Constats de la visite du 19/03/2024 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis une cartographie des potentiels de dangers par message du 18/03/2024. L'Inspection a constaté qu'elle comporte les éléments attendus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risque incendie – Désenfumage

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none">• Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I § 2.4• Arrêté Ministériel du 27/07/2015, annexe I § 2.4.2 et 2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2024
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Dispositifs de désenfumage en partie haute (surface utile d'ouverture d'au moins 2 % pour les installations relevant de la rubrique 2561).• Commande automatique (installations relevant de la rubrique 2561) et manuelle

<ul style="list-style-type: none"> • Commande manuelle placées à proximité des accès <p><i>S'agissant des lignes de traitement de surface (rubrique 2565.2), l'article 13 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 n'est pas applicable aux installations existantes et aucune disposition relative au désenfumage des locaux ne figure dans l'arrêté préfectoral du 20/11/1995 modifié.</i></p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a constaté que le local accueillant les fours n'est pas équipé de dispositifs de désenfumage répondant aux dispositions des arrêtés ministériels du 30/06/1997 et du 27/07/2015 (rubriques 2561 et 2565.3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – surface utile des ouvrants en toiture ou en partie haute de façade inférieure à 2 % de la superficie des locaux ; – absence de commande automatique et commandes manuelles éloignées des accès. <p>Lors de la visite du 13/06/2023, l'exploitant a déclaré qu'il n'avait pas défini de solution technique pour se mettre en conformité. Il disposait d'un devis (société DEF) jugé trop élevé et devait en faire établir un autre. L'exploitant ayant précisé qu'il envisageait de mettre les 4 fours à l'arrêt d'ici la fin 2023, l'Inspection a reporté à cette échéance le délai de mise en conformité du local accueillant les fours de traitement thermiques relevant des rubriques 2561 et 2565.3.</p> <p><u>Constats de la visite du 19/03/2024 :</u></p> <p>Par message du 12/03/2024, l'exploitant a transmis une facture datée du 11/12/2023 concernant la mise en place d'exutoires de désenfumage. Il a également transmis des vidéos justifiant du bon fonctionnement de la commande pneumatique.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence des 2 exutoires de désenfumage dans le local accueillant les fours de traitement thermique, ainsi qu'une commande à l'entrée du bâtiment.</p> <p>Toutefois, au vu d'une fiche technique consultée avant la visite, l'Inspection a constaté que la superficie utile des ouvrants apparaît insuffisante. L'exploitant a confirmé ce point par message du 28/03/2024 (0,88 m² de surface utile, soit 0,55 % de la superficie du local de 160 m² indiquée par l'exploitant), et a joint un devis mentionnant un délai de réalisation de 2 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°2 :</u> L'Inspection demande à l'exploitant de faire procéder aux travaux nécessaires, dans le local accueillant les fours de traitement thermiques, afin que la surface utile des dispositifs de désenfumage atteigne au moins 2 % de la superficie du local.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Risque incendie – Moyens de lutte incendie

<p>Référence réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté Préfectoral du 20/11/1995 modifié, article 2 § 6.1.2 • Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2023

Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • Moyens d'alimentation en eau permettant de disposer à tout moment d'un débit adapté • Vérification périodique et maintenance des matériels de lutte contre l'incendie
Constats : <u>Rappel des constats des visites précédentes :</u> <p>Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas de point d'eau (ou de réserve) incendie privé, mais qu'un poteau incendie public est situé à environ 150 m de l'entrée du site. L'exploitant n'avait été en mesure de préciser ni les besoins en eau nécessaires à l'intervention des services d'incendie et de secours dans son établissement ni la capacité du poteau incendie public situé à proximité.</p> <p>Dans le cadre de la visite du 13/06/2023, l'exploitant a transmis un calcul D9 mentionnant un débit requis de 120 m³/h. L'Inspection a relevé que le débit calculé (arrondi au multiple de 30 m³/h) est seulement de 60 m³/h, et qu'il a été doublé sans raison apparente pour déterminer le débit retenu. L'Inspection a demandé à l'exploitant de corriger sa note de calcul D9 et de justifier la surface de référence (surface maximale non recoupée de 656 m², semblant a priori sous-estimée) et la résistance au feu de l'ossature (R60) prises en compte.</p> <p>Par ailleurs, par message du 03/07/2023, l'exploitant a transmis les éléments de la Métropole de Lyon s'agissant des résultats de débit/pression des poteaux incendie publics suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • N° 8183 : PI de diamètre 100 branché sur une canalisation de diamètre 400 Débit sous 1 bar : 277 m³/h – Pression statique : 5.8 – Date contrôle : 07/2021 • N° 4393 : PI de diamètre 100 branché sur une canalisation de diamètre 80 Débit sous 1 bar : 115 m³/h – Pression statique : 5.3 – Date contrôle : 03/2020 <p>L'Inspection ne disposait pas des éléments permettant de les identifier et de les localiser.</p> <p><u>Constats de la visite du 19/03/2024 :</u></p> <p>L'inspection a constaté que le PI N° 8183 (277 m³/h) est celui situé Rte de Vienne à environ 150 m de l'entrée du site. L'établissement dispose donc bien à proximité d'une ressource en eau suffisante, selon les hypothèses du calcul D9 restant à vérifier.</p> <p>S'agissant de ces hypothèses, l'exploitant a transmis par message du 27/03/2024 une note de calcul D9 corrigée concluant au résultat de 101 m³/h. La valeur issue du calcul devant être arrondie au multiple de 30 m³/h le plus proche, le besoin en eau selon le guide D9 est donc de 90 m³/h. Il apparaît donc que la ressource disponible à proximité est suffisante.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risque incendie – Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 12/04/2022 • Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2023
Prescription contrôlée : <p>La société STOCA est mise en demeure de respecter les dispositions du paragraphe III de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 :</p>

- dans un délai de 2 mois, en mettant en place un dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales, implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels ;
- dans un délai de 12 mois, en justifiant de la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction de dimensions adaptées.

Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III :

- Ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Dimensionnement justifié.
- Dispositifs d'obturation des réseaux implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Clairement signalés, facilement accessibles et pouvant être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment.
- Organes de commande pouvant être actionnés en toutes circonstances et consigne définissant les modalités de mise en œuvre affichée à l'accueil de l'établissement.

Constats :

Rappel des constats des visites précédentes :

Lors de la visite du 22/06/2021, l'exploitant a déclaré que l'établissement ne disposait pas de dispositif d'obturation du point de rejet aqueux vers le réseau public. L'Inspection lui a donc demandé de mettre en place un dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales et de transmettre une étude relative au confinement des eaux d'extinction d'incendie et des épandages accidentels. Lors de la visite du 09/02/2022, l'exploitant ne disposait toujours pas de dispositif d'obturation et n'avait engagé aucune démarche concernant l'étude relative au confinement des eaux d'extinction d'incendie. Il a donc été mis en demeure par arrêté du 12/04/2022.

Lors de la visite du 13/06/2023, l'Inspection a constaté que la vanne d'obturation a été mise en place à l'entrée du site mais que sa présence et sa localisation n'étaient pas signalées et qu'aucune consigne définissant les modalités de sa mise en œuvre n'était affichée. S'agissant du confinement des eaux d'extinction, l'exploitant prévoyait un batardeau amovible au droit du portail d'entrée (travaux programmés fin août 2023) et l'étude réalisée ne précisait par le volume de confinement disponible avec la mise en œuvre de ce batardeau. De plus, outre les corrections à apporter au calcul D9 (cf. constat n°6), le calcul D9A réalisé sous-estimait largement la surface de drainage prise en compte (656 m², tandis que la surface du site est d'environ 1 800 m²).

L'Inspection a donc demandé à l'exploitant de :

- mettre en place une signalisation claire de la vanne d'obturation et un affichage des consignes définissant les modalités de sa mise en œuvre ;
- transmettre une note de calcul D9A actualisée ;
- transmettre les éléments justifiant la réalisation des travaux de mise en place d'une solution de confinement des eaux d'extinction, ainsi que la disponibilité du volume de confinement requis.

Constats de la visite du 19/03/2024 :

Par message du 12/03/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection une facture datée du 17/11/2023 concernant la mise en place du batardeau amovible. Il n'a rien transmis en amont de la visite s'agissant des autres éléments demandés suite à la visite du 13/06/2023 .

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que le batardeau amovible est accessible et entreposé à proximité du portail d'entrée. De plus, la vanne d'obturation est signalée et des consignes de mise en œuvre (vanne et batardeau) sont affichées.

S'agissant du volume de confinement des eaux d'extinction nécessaire, l'exploitant a transmis par message du 27/03/2024 une note de calcul D9A corrigée concluant à un volume nécessaire de 210 m³. L'Inspection constate que la surface de drainage y est encore sous-estimée et que le stock de produits liquide pris en compte a été fortement réduit, mais que le débit pris en compte est de

101 m³/h au lieu de 90 m³/h (cf. constat n°6). Le volume retenu apparaît donc satisfaisant. S'agissant du volume de confinement des eaux d'extinction disponible, l'exploitant a transmis par message du 27/03/2024 un plan de récolement annoté daté du 28/03/2022 mentionnant une surface totale de rétention extérieure aux bâtiments de 590 m². L'inspection note que le volume de rétention disponible figurant sur ce plan ne prend pas en compte l'encombrement significatif de la zone. Toutefois, compte tenu de la hauteur de rétention, il apparaît que le volume disponible est supérieur à 210 m³ même en considérant un encombrement de la zone de 50 %.

Toutefois, l'Inspection a constaté lors de la visite que l'imperméabilité de la rétention n'est pas assurée sur l'ensemble de son périmètre. Notamment, la paroi ouest du site et au moins une partie local de stockage de produits chimiques (local brunissage) ne sont pas imperméables. Les éléments transmis par l'exploitant dans son message du 27/03/2024, qui ne comportait pas de devis, confirment que des travaux complémentaires sont à prévoir pour garantir la rétention :

- traitement des joints entre murets et enrobés et traitement des murets périphériques par application de mortier étanche anti-infiltration ;
- reprise des dalles bétons (si fissures apparentes) et traitement des fissures au niveau des enrobés par pontage (si présence).

Dès lors, l'Inspection constate que l'exploitant n'a toujours pas entièrement satisfait à la mise en demeure du 12/04/2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : L'Inspection demande à l'exploitant de faire procéder aux travaux nécessaires pour assurer l'imperméabilité de la zone susceptible de constituer le dispositif de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie.

Ce point fait l'objet d'une proposition d'astreinte administrative d'un montant de 100 €/jour, assortie d'un délai de sursis à exécution de 6 mois. Ce montant apparaît justifié au regard des dangers ou inconvénients qui résultent du non-respect des prescriptions et du caractère coercitif qu'il doit présenter en comparaison du montant potentiel des travaux à réaliser.

Si la mise en conformité est réalisée dans le délai de sursis à exécution, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prendra effet à compter de sa date de notification à l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 6 mois